

L'Europe et la Suisse face aux nouvelles menaces. 1re partie

Autor(en): **Weck, Hervé de**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **144 (1999)**

Heft 5

PDF erstellt am: **16.05.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-348695>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

L'Europe et la Suisse face aux nouvelles menaces (1)

« Dans les périodes troubles où se chevauchent les cycles historiques, l'un finissant, l'autre débutant, la menace la plus grave n'est pas celle qui semble la plus sérieuse; c'est au contraire celle qui est la plus mal perçue et qui, de ce fait, évolue et se renforce dans l'indifférence – le mépris parfois – de ceux qui devraient s'en préoccuper. »

Dictionnaire des nouvelles menaces

Les médias, dans le monde occidental, qui prennent grand soin d'épargner les nerfs et les humeurs du peuple souverain, recourent à des « esprits fort », des docteurs « Tant-mieux » incurablement optimistes. Les prestations de cette « élite consensuelle » prennent invariablement une forme binaire. D'abord, sous le signe de l'autruche, on nie le problème: la mafia n'existe pas, il n'y a pas d'islamistes en Algérie ou si peu. Il se trouve toujours des prêtres, des pasteurs, des bonnes sœurs, des inconscients pour prendre la défense des associations les plus indéfendables. Banlieues chaudes, insécurité, montée de la délinquance? N'exagérons pas, Paris, Zurich ou Lausanne, ce n'est pas le Bronx¹.

■ Col Hervé de Weck

Dans une deuxième phase, sous le signe du vautour, les mêmes personnages déclenchent la tornade médiatique; ils découvrent un problème qu'ils présentent comme infiniment grave; tombant de Charybde en Scylla, ils font dans la caricature. Qu'attendent donc les autorités, immédiatement accusées d'être aveugles et incapables? Pourtant, il ne faudrait pas qu'un membre des forces de l'ordre tue ou blesse un délinquant qui ne répond pas aux sommations, car cette « inacceptable bavure » serait « una-

niment » dénoncée par des « gentils »... Le souffle retombé, le manège recommence à la phase initiale avec un autre problème.

Aujourd'hui affaiblis face à un nombre grandissant d'acteurs non étatiques et supranationaux, les Etats-nations occidentaux semblent avoir perdu jusqu'à leur capacité de définir le bien et le mal, de faire respecter leurs édits en la matière. Dans cette phase de repli, peuvent-ils se borner à déterminer un niveau de crime socialement acceptable, à « policer » les intervalles, à réprimer les « bavures intercommunautaires » et

les obstacles au fonctionnement fluide des réseaux? Ils ne savent plus comment légitimer la légitime défense: la justification religieuse, la « guerre de cabinets » chère à l'Europe classique ne sont plus possibles. L'exaltation patriotique, le « sacrifice de nos enfants sur le champ de bataille » ne suscitent plus qu'horreur, rire et incompréhension.

La mondialisation, si on peut la considérer comme un courant d'air salubre et une libération bénéfique à long terme, n'en comporte pas moins des retombées négatives. Elle facilite la circulation mondiale de

¹ Ce début d'article doit beaucoup au Dictionnaire technique et critique des nouvelles menaces. Sous la direction de Xavier Raufer. Paris, Presses universitaires de France, 1998. 266 pp. Egalement à l'essai d'Eric Werner, L'avant-guerre civile. Lausanne, L'Age d'homme, 1998. 117 pp.

produits et de services illicites, elle provoque exclusion, repli identitaire et révoltes violentes. Elle affaiblit l'Etat-nation, brouille les limites du légal et de l'illégal, permet à des individus, à des groupes de contourner les contraintes juridiques nationales. De la mondialisation poussée à son terme pourrait sortir un monde neuf, peut-être le « meilleur des mondes » dans lequel cohabiteraient des forces dominantes et des survivances de l'ère précédente, un quart monde sans espoir.

Il existe aussi – beaucoup veulent l'oublier – de vastes zones de la planète où vivent aujourd'hui des sociétés, des communautés qui croient encore « dur comme fer » aux dieux de la guerre, qui honorent Arès, qui connaissent le fanatisme. Pour elles, guerre et « crime » restent un mode de vie « normal ».

En Occident, les dangers les plus graves actuellement n'ont plus rien à voir avec ceux de la guerre froide ou du terrorisme classique. Trafic de stupéfiants, de substances nucléaires, d'individus, de composants électroniques sensibles, d'armes, fanatismes religieux, ethniques et tribaux, guerres civiles, famines, piraterie, voilà quelques-unes des menaces à la paix et à la sécurité internationale. Dans un tel contexte, les conceptions de défense nationale et de sécurité intérieure doivent s'adapter. Il faut mener le combat contre



Le général Lebed serait-il ce leader à poigne, capable de remettre de l'ordre en Russie et de redonner la fierté à ses habi-

ces nouveaux « ennemis » sur leur terrain, parfois avec des moyens qui posent problème dans les démocraties post-industrielles. Peut-on encore distinguer ce qui relève de la défense militaire et de la sécurité intérieure, alors que les zones grises s'agrandissent et que l'anarchie gagne là où les structures étatiques tombent en déshérence ?

1. Les démons de la guerre ne sont pas morts

Depuis la Bosnie à l'Ouest jusqu'à la muraille de Chine à l'Est, il semble y avoir un immense arc de crises endogènes :

les Balkans, le Caucase, le Kurdistan (turc et irakien), l'Afghanistan, le Tadjikistan et le Turkestan chinois représentent autant de menaces à court et à moyen terme pour la stabilité et la sécurité de l'Europe. C'est dans cette immense zone que se concentrent des arsenaux hors contrôle, des armes nucléaires tactiques mal dénombrées, des groupes religieux fanatiques, des milices qui s'affrontent dans des guerres sans fin, des trafics de narcotics, des mafias italiennes et turques. On peut parler d'une « zone des tempêtes »².

Selon le *Strategic Survey*³, les Croates, en 1993 et 1995, ont commis des atrocités, peut-être les pires de la guerre en ex-Yougoslavie. Toutefois, les condamnations de Washington n'ont jamais égalé les condamnations à l'égard des Serbes.

« Le président Clinton a un œil rivé sur la télévision, qui le pousse à agir, un œil rivé sur les sondage d'opinion, qui le poussent à la prudence⁴. »

Le *Livre blanc* français de 1994 envisageait deux scénarios qui restent d'actualité et qui peuvent concerner la Suisse :

² Artaud ; Denise : « Les Etats-Unis et l'Europe : une nouvelle architecture de sécurité », Défense nationale, janvier 1999, p. 27.

³ International Institute for Strategic Studies : Strategic Survey 1994-1995.

⁴ Artaud ; Denise : op. cit., p. 12.

■ **Conflit régional pouvant impliquer de telles menaces**, une guerre du Golfe, avec la menace nucléaire en plus. Ce risque a existé, vu l'incertitude concernant la capacité de frappes biologiques et chimiques de l'Irak et les possibilités de dérapages provoqués par les attaques de SCUD contre Israël, pays dont les capacités de riposte nucléaire existent.

■ **«Résurgence d'une menace majeure contre l'Europe occidentale»** mise aux oubliettes par les médias, par certains états-majors, en Suisse également.

Peut-on écarter cette dernière hypothèse en prétendant qu'elle impliquerait des délais qui permettraient de monter en puissance les forces armées des Etats concernés? Ce scénario pourrait devenir à terme une menace mortelle. Des expériences récentes montrent avec quelle rapidité une situation peut évoluer. Cela doit rendre prudent, d'autant plus que des mesures de renforcement prennent plusieurs années. On peut augmenter le nombre d'avions en quelques mois, quand les chaînes de production existent. Encore faut-il augmenter celui des pilotes! Former un pilote de combat confirmé nécessite entre cinq et sept ans... Il faut mener une réflexion approfondie, même sur les scénarios qui nous paraissent aujourd'hui les plus improbables⁵.

La Russie, où le nationalisme monte, ne constitue pas actuellement une menace pour l'Europe, mais que se passera-t-il dans les vingt à trente ans, si l'OTAN ne trouvait pas avec elle des formules d'association stratégiques. Il semble qu'elle ne puisse se tirer d'affaire que par un retour à un régime autoritaire dur et à une économie de commandement. Ce régime, vraisemblablement une sorte de fascisme nationaliste, tirera sa légitimité d'un retour à l'impérialisme⁶.

Fondamentalisme islamique, le cas du GIA

Le Groupe islamique armé (GIA), fondé le 18 novembre 1991, comprend d'emblée un mélange explosif d'islamistes de longue date, d'Afghans (engagés volontaires dans la résistance afghane contre l'occupation soviétique) et de voyous réislamisés. La base se compose de jeunes marginaux périurbains, à la fois vengeurs des émeutiers-martyrs d'octobre 1988 et avant-gardes des exclus entassés dans les zones urbaines de l'Algérois.

L'idéologie du GIA, ancrée dans le prolétariat et dans la petite bourgeoisie commerçante, c'est la «salafiya», un courant militant, activiste, puritain et populaire, dont l'idéal est la ville de Médine au temps du Prophète et la société musul-

mane sous les quatre premiers califes.

Dans l'argot franco-algérien, le «hittiste» désigne le désœuvré, produit de l'explosion démographique, de l'échec scolaire et de l'urbanisme catastrophique, qui ne peut pas espérer un emploi. Il devient une proie rêvée pour l'islam radical. Avant d'emprunter la voie du Jihad, le «hittiste» a passé le plus souvent par une phase de

Organisation du GIA

La structure du GIA adopte la forme d'une pyramide. A la base, un ensemble de *jama'ates* mobiles, autonomes, autofinancées et autoéquipées. Chacune obéit à un émir souverain, choisi par ses moujahidines pour sa participation efficace à des actions armées, ainsi qu'à un moufti, le guide spirituel, qui interprète la charia. Ce tandem fort puissant «légalise» les meurtres commis par les moujahidines. Chacun d'eux fait allégeance à son émir. Seule sanction en cas de rupture de serment: la mort. Au total, un grouillement désordonné d'unités aussi vite constituées que démantelées. Quoiqu'il en soit, la base du GIA obéit à une logique plus mafieuse qu'étatique.

Dictionnaire des nouvelles menaces

⁵ Michel Forget: «Capacités de nos forces et sixième scénario», Défense nationale, juillet 1998, pp. 30-37.

⁶ Laulan, Yves-Marie: «Trois ou quatre crises qui peuvent changer le monde», Défense nationale, janvier 1999, p. 37.



Former un pilote exige entre cinq et sept ans...

délinquance. Au cours des années 1980, des bandes se forment, qui contrôlent un quartier, une cité. Quand la répression commence à partir de l'été 1991, des contacts se nouent entre ces «mauvais garçons» et les «salafistes»: les voyous disposent de papiers dont les moujahidines ont besoin, les seconds possèdent des armes qui manquent au milieu algérien.

Le GIA puisse à profusion dans ce vivier de jeunes gens. L'Algérie compte entre 28 et 30 millions d'habitants, dont 55% de moins de 25 ans. Les deux tiers de ces jeunes sont des chômeurs. Le FIS légal comptait entre 3 et 4 millions de sympathisants. Hypothèse: il y aurait 1 million de jeunes gens, à la fois désœuvrés et sympathisants islamistes. Si 10% d'entre eux avait choisi la voie du Jihad?

En ce qui concerne son recrutement et son fonctionnement, le GIA se trouve aux antipodes de l'Armée islamique du salut (AIS) qui descend en droite ligne des guerres de décolonisation. Jusqu'au cessez-le-feu de la rentrée 1997, l'AIS a combattu l'armée algérienne comme le FLN l'armée fran-

çaise. Le GIA, lui, se situe dans le sillage de ces nouveaux terrorismes des années 1990, surgis après l'abolition de l'ordre bipolaire, qui relèvent de la guérilla dégénérée.

Terrorisme et guérilla dégénérée

Les Brigades rouges en Italie (les «années de plomb»), la Fraction Armée rouge en Allemagne et la mouvance de leurs sympathisants sont connues. Leur démantèlement, la diminution des détournements d'avions marquait la fin d'un cycle du terrorisme (1968-1993) qui posait des problèmes de sécurité, somme toute «modestes», aux pays développés et concernait peu les ministères de la Défense. Trente ans plus tard, le terrorisme, devenu l'une des composantes majeures des conflits, sévit partout. Il constitue une des premières préoccupations des gouvernements occidentaux. Aujourd'hui, le terrorisme concerne aussi bien le ministre de la Défense que

Algérie: changement de l'appréciation américaine

William B. Quandt, ancien membre du National Security Council américain et auteur d'une étude *Algerians between the Bullets and the Ballots*, a changé d'avis concernant la montée du fondamentalisme islamiste dans ce pays. En 1994, il prévoyait la mise en place d'un Etat islamiste mais, aujourd'hui, l'échec des islamistes lui semble consommé, à cause de la cohésion et de la capacité de résistance de l'armée régulière, de la neutralité de la majorité de la population qui se refuse à prendre parti entre les forces de sécurité et les combattants du Jihad, l'implosion de la galaxie islamiste. Cet affaiblissement s'explique par la trêve de l'Armée islamique du salut, l'image détestable des GIA, dont les méthodes afghanes leur ont aliéné le soutien d'une bonne partie de la population qui avait voté pour le FIS à la fin 1991. (TTU Europe, 4 mars 1999)

celui de l'Intérieur. Il risque fort de monter encore en puissance !

Et l'éco-terrorisme ? Des groupuscules d'écologistes extrémistes, selon qui l'industrie provoque chaque année des millions de morts, recourent au terrorisme pour sauver la planète. Que faire pour interrompre ce « génocide » quotidien ? Depuis une vingtaine d'années, ils pratiquent la « guérilla économique », en clair des attentats graves. Dès 1980, trois grands baleiniers ont été détruits, grâce à l'emploi de techniques de commandos...

La nébuleuse éco-terroriste nord-américaine intègre un ensemble fort dangereux de savants et de techniciens persuadés que le sauvetage de la planète passe par l'annihilation de pans entiers de l'espèce humaine. Au début des années 1990, le FBI révélait que l'on recherchait dans ces milieux un agent biologique détruisant l'homme sans affecter les espèces animales, un poison qui serait déversé dans l'eau. Le danger est d'autant plus sérieux qu'on peut facilement manipuler de tels fanatiques !

Et le terrorisme sectaire et apocalyptique ? En avril 1995, la secte Aum voulait provoquer entre 40 000 et 50 000 morts dans le métro de Tokyo. Par bonheur, il n'y en a eu que 12 ! A un niveau moins grave, la secte de la scientologie, dénoncée depuis une décennie par des experts et des magistrats, apparaît comme totalitaire et à la limite du crime organisé. Les

sectes, toujours très difficile à dissoudre, sont des adversaires coriaces pour les services de renseignements et les forces de l'ordre. L'extrême confusion de leurs discours empreints de paranoïa, de prophétisme, de fondamentalisme religieux, de mysticisme de pacotille, de science-fiction pseudo-réaliste rend difficile l'analyse du niveau et de l'imminence du danger.

Le danger terroriste apparaît également grave et omniprésent, si l'on prend en compte les moyens dont peuvent disposer de tels groupes. Les missiles sont d'une redoutable précision ; il devient de plus en plus difficile de les leurrer et on peut s'en procurer sur le marché parallèle. Comme, d'autre part, la sécurité des aéroports atteint de hauts niveaux, des terroristes pourraient tirer comme des pigeons des avions de ligne. Récemment, le FBI a piégé des marchands d'armes privés et officiels, qui proposaient des missiles à de soi-disant émissaires de groupes criminels ultra-dangereux. En juillet 1997, on découvre à Rome une société vendant illégalement à des organisations du crime organisé des navires de plaisance adaptés, disposant de lance-missiles et d'une électronique sophistiquée.

On comprend dès lors qu'Airbus ait entrepris des études pour équiper ses avions de ligne de protection anti-missiles. Plusieurs compagnies souhaitent que leurs appareils disposent de système d'alerte (détection des senseurs d'acquisi-

tion des système de DCA et détection des départs de missiles), de contre-mesures électroniques et de leurres. Jusqu'à présent, de tels systèmes étaient réservés aux seuls chasseurs et avions de transport militaires⁷.

Le partisan, l'irrégulier, le guérillero, le moujahid, le résistant et le terroriste, ces figures de la guerre froide, opéraient dans les zones disputées entre l'Est et l'Ouest ou sur le territoire d'un des deux blocs. Aujourd'hui, il s'avère bien difficile de distinguer terroristes, membres d'une guérilla urbaine ou rurale, mouvements « dé-

« Sans intention politique, écrit Raymond Aron dans *Penser la guerre*, Clausewitz, les hommes peuvent se battre, ils ne font pas la guerre. (...) Une rixe ou une émeute ne sont pas des révolutions. La petite guerre des partisans n'équivaut pas au banditisme, même si elle lui ressemble du début jusqu'à la fin. » Il y a donc deux erreurs à éviter : l'une méthodologique, consistant à confondre le banditisme et la guerre, l'autre matérielle, consistant à ne pas voir que ce qui ressemble extérieurement à du banditisme n'en est en fait pas ; c'est une forme de guerre parmi d'autres. La guerre de guérilla est autre chose que du banditisme à cause de l'intention politique qui la domine.

D'après Eric Werner, *L'avant-guerre civile*, pp. 47-48

⁷ TTU Europe, 21 janvier 1999.

générés» de guérilla et crime organisé. Dans d'immenses étendues d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, le pouvoir réel se trouve aux mains de producteurs de stupéfiants alliés à des guérilla démobilisées par l'abolition de l'ordre bipolaire.

Le Sentier lumineux au Pérou, les Forces armées révolutionnaires en Colombie, les Khmers rouges, le PKK kurde, les Tigres tamouls se livrent à des trafics (stupéfiants, immigrants illégaux) ou au crime organisé (vols à main armée, rackets, enlèvements crapuleux). Il en va de même pour des pans entiers de la résistance afghane. Parfois, seul un site Internet sacrifiant au folklore maoïste entretient la fiction politique comme couverture d'une réalité criminelle. En 1997, 200 des 311 morts provoqués par le terrorisme international sont à mettre sur le compte des Tigres tamouls; en 1996, 76 des 296 attentats dénombrés par l'administration américaine sont l'œuvre du PKK.

Aux portes de l'Europe occidentale opèrent des milices, des guérillas mutantes, entités hybrides formées de terroristes, de «bandits patriotes» et de militaires déserteurs, commandées par des généraux dissidents, des «seigneurs de la guerre» ou de purs et simples bandits. Ces gens ignorent superbement les lois internationales, spécialement celles qui relèvent du respect de l'humainitaire. Un continuum sans précédent guérilla – narco-traffic – terrorisme – mafia s'est désormais constitué.



La Bosnie, à l'ouest d'une «zone de tempête» qui s'étend jusqu'en Chine...

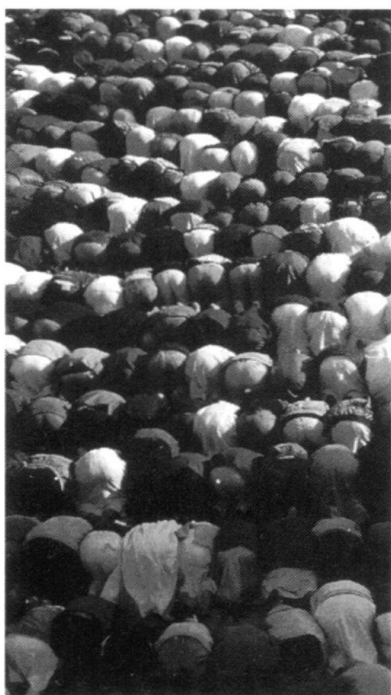
Depuis quelque temps, ce ne sont plus seulement des groupes terroristes qui mettent les gouvernements sous pression, mais également des groupes privés, voire des individus. Le poids de ce que les milieux initiés appellent les «acteurs non étatiques» ne cesse de s'accroître. Ils peuvent s'en prendre au gouvernement américain et, par voie de conséquence, à bien d'autres gouvernements: où n'y a-t-il pas d'«intérêts américains»? Dans quelle situation se seraient trouvées les autorités suisses si, par exemple, le leader du PKK, Abdullah Öcalan, avait décidé de venir en Suisse, en se posant sur un aéroport ou en passant la frontière «verte» au Tessin ou à Genève, et y avait tenu une conférence de presse?

Armes ABC et prolifération

Qu'en est-il des armes chimiques et biologiques? Un seul

des nombreux programmes, en Union soviétique, impliquait 32000 civils et 10000 militaires, dont 9000 scientifiques parmi lesquels 1000 à 2000 experts en germes pathogènes. La moitié de ces derniers auraient disparu de Russie qui a mis fin à ces recherches. L'Allemagne de l'Est finançait un programme d'entraînement à la terreur chimique. L'augmentation plus rapide que prévu de la prolifération des armes chimiques et bactériologiques inquiète les milieux occidentaux du renseignement, également le développement et l'acquisition de nouvelles armes en Iran.

Durant l'été 1998, l'Iran lance une fusée *Shihab-3*, fabriquée à partir d'une technologie russe et nord-coréenne; une *Shihab-4* serait en développement, également un missile d'une portée de 3600 kilomètres. Israël et l'Europe se trouveront bientôt à portée d'un tir iranien. Et si de telles fusées emportaient des charges nuclé-



aires? Le rapport des forces dans la région en serait sensiblement changé, avec tous les dangers que cela impliquerait. La Russie, qui a tant besoin de devises fortes, peut-elle renoncer à de tels contrats et respecter les principes de la non-prolifération?

L'interdiction des armes chimiques rend plus probable celui des armes biologiques qui sont plus destructrices et plus faciles à acquérir. Avec 100 kg de spores d'anthrax en aérosols, une attaque sur Washington, par nuit calme et claire,

tuerait entre un et trois millions de personnes.

Mars 1998, des experts des services fédéraux américains simulent une attaque terroriste dans un centre commercial. Ils utilisent un germe virtuel créé par le génie génétique, celui de la variole-fièvre de Marburg, qui résiste à tous les antibiotiques et dont les symptômes sont des hémorragies internes, une forte fièvre, qui entraînent la mort. Bilan virtuel: plusieurs milliers de morts. De tels agents n'en restent pas moins très difficiles d'emploi; la distance reste grande entre l'apocalypse virtuelle et la réalité terroriste. Il n'empêche que le danger existe. L'emploi des armes nucléaires en dissuasion ou en représailles de telles opérations s'avérerait toujours très délicat. Des frappes nucléaires ne peuvent être utilisées que contre un attaquant bien identifié⁸. Serait-ce le cas dans les scénarios évoqués plus haut?

Des terroristes utilisant le nucléaire pour atteindre leurs objectifs, ainsi que le trafic incontrôlé de substances radioactives ne relèvent pas du fantasme. En décembre 1995, des guérilleros tchéchènes menacent de faire exploser à Moscou une bombe radiologique, c'est-à-dire un engin qui dissémine des déchets radioactifs

lors de la mise à feu d'un explosif classique. Afin de donner la preuve du sérieux de leur plan, ils abandonnent un paquet de césium 137 dans un jardin public de la ville.

Technologiquement, prétendent certains experts, fabriquer une arme nucléaire grossière ne se révèle guère plus difficile que de mettre au point la bombe qui a explosé en décembre 1988 à bord du vol Pan Am 103, au-dessus de Lockerbie. Les ordinateurs de bureau ont, pour ce faire, la capacité de calcul nécessaire. La puissance de l'explosion d'une telle arme, un cylindre de 1 m de long et de 30 cm de diamètre, d'un poids d'environ 300 kg, représenterait l'équivalent de 100 t à 1000 t de dynamite... Dans les années 1970, le KGB disposait déjà de valises-bombes atomiques destinées à être infiltrées et actionnées dans un pays ennemi.

Aux Etats-Unis, il existe aujourd'hui une brigade de «pompiers anti-terreur nucléaire», logée dans une base de l'armée de l'air où elle dispose d'un centre de recherche ultra-secret.

H. W.

(A suivre)

⁸ Betts, Richard K.: *Foreign Affairs*, janvier-février 1998.